

Accord professionnel

**FINANCEMENT
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DANS L'AUDIOVISUEL
EN APPLICATION DE LA LOI DU 4 MAI 2004
(7 janvier 2005)**

(Bulletin officiel n° 2005-14)

■ *Journal officiel* du 15 décembre 2005

Arrêté du 6 décembre 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel

NOR : SOCT0512482A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord national professionnel du 17 janvier 2005, relatif au financement de la formation professionnelle, conclu dans le secteur de l'audiovisuel ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 28 mai 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 21 novembre 2005,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de l'accord national professionnel du 17 janvier 2005, conclu dans le secteur de l'audiovisuel, les dispositions de l'accord national professionnel du 17 janvier 2005, relatif au financement de la formation professionnelle, conclu dans le secteur de l'audiovisuel, à l'exclusion du premier alinéa de l'article 6 (Gestion des fonds destinés à la professionnalisation), comme étant contraire aux dispositions des articles L. 952-2 et R. 952-3 du code du travail.

Le troisième point de l'article 9 (Répartition de la collecte professionnalisation) est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article R. 964-16-1 (5°) du code du travail.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté, pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 décembre 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
des relations du travail :

Le sous-directeur de la négociation collective,

P. FLORENTIN

Nota. – Le texte de l'accord national professionnel susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/14, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.